

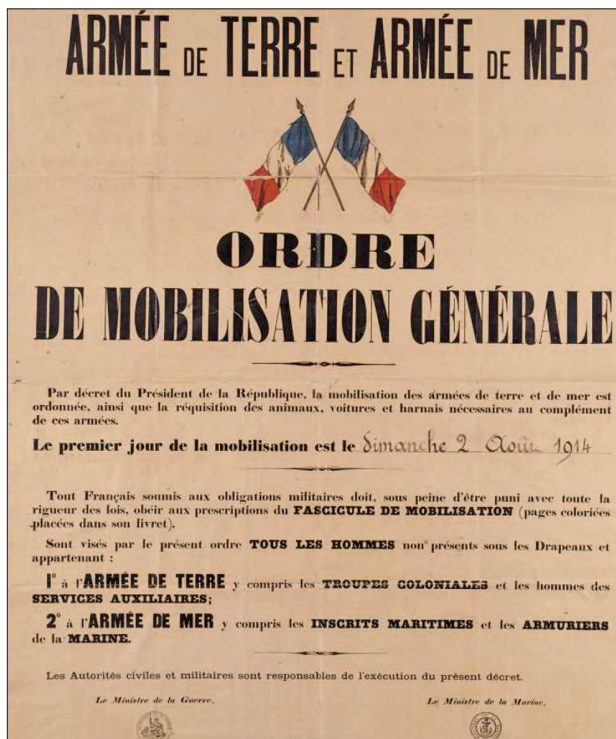
Le drame de la multiple appartenance (3) : Le retour à la France de la 3^e République en 1918

Dans le jeu séculaire de ping-pong entre la France et l'Allemagne, la balle Alsace-Lorraine revient à nouveau à la France en 1918, à l'issue d'un terrible duel de presque cinq ans, qui fit des millions de morts. Comment se passa cette nouvelle greffe ?

L'état d'esprit en Alsace-Lorraine en 1914

46 ans, soit deux générations après l'annexion de 1871, l'affrontement des cultures s'est beaucoup émusé. Dans son immense majorité, la population dans la zone frontalière Bitche-Sarreguemines-Forbach s'est accommodée de la présence allemande. Si les plus anciens cultivent encore parfois la nostalgie de la France, la plupart des jeunes, formés à l'allemande, pensent que le temps a fait son œuvre d'apaisement. Bien sûr, il subsiste des îlots de résistance à l'annexion, dans une partie du clergé, dans les différents mouvements autonomistes, chez quelques Maîtres de forge et dans un certain nombre de foyers irréductibles qui écoutent la voix de la France dans les livres de Barrès. Cette résistance n'est guère apparente au Pays de Bitche, traditionnellement respectueux de l'autorité en place. Pourtant, ici ou là, se fait jour parfois une certaine nervosité entre militaires allemands et habitants du lieu, entre intellectuels aussi. Ainsi, dans un café de Sarrebourg, des consommateurs lorrains traitent le vétérinaire allemand Theide de «Wackes» (crapule, voyou) et lancent une bagarre. À Bitche, en janvier 1914, lors d'un bal donné pour la fête du Kaiser, un lieutenant allemand gifle un instituteur qui l'aurait provoqué. Il y eut d'autres incidents à Dieuze, Graffenstaden, Saverne, sans que jamais la situation dégénérât vraiment.

À partir de la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France, le 3 août 1914, tout va changer. Notre petit pays fut instantanément traité en suspect, même si aucun mouvement hostile à l'Allemagne ne se manifesta vraiment. Rapidement, le gouvernement allemand imposa l'état de siège qui se transforma vite en dictature militaire. La lutte contre la langue française s'intensifia et on ordonna la germanisation des communes et hameaux qui avaient gardé jusque là l'ancienne appellation française. Les arrestations sommaires pour menées anti-allemandes se



multiplièrent jusque dans les rangs du clergé. En fait, l'autorité allemande ne savait plus trop quoi faire avec l'Alsace-Lorraine et le dernier chancelier de l'empire, Max de Bade proposa même en octobre 1918 de lui donner une véritable autonomie. Enfin ! Mais c'est trop tard.

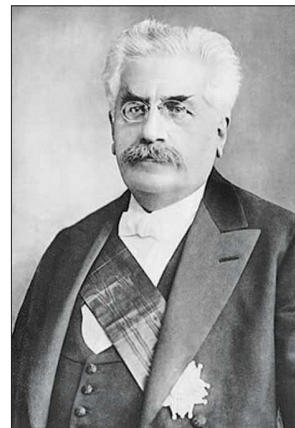
Incompréhensions et désillusions après 1918

Et les Français, que veulent-ils faire de l'Alsace-Lorraine, une fois la victoire obtenue ? À vrai dire, derrière la phraseologie officielle du retour des «provinces perdues» à la Mère Patrie, il n'y a pas de projet bien défini. C'est seulement le 15 septembre 1918 que Clémenceau demandera à Jules Jeanneney, sous-secrétaire d'État à la

présidence du Conseil, de préparer le retour de l'Alsace-Lorraine à la France. Il faudra attendre le 20 mars 1919 pour que soit nommé un Commissaire général pour l'Alsace-Lorraine en la personne d'Alexandre Millerand, futur président de la République. «Le retour à la France fut le fruit de la victoire des alliés. S'il fut ardemment désiré (par certains) côté français et présenté comme la réparation d'une injustice, il ne fut guère préparé. La réinsertion de la Lorraine dans la communauté nationale française était une œuvre de longue haleine.» (François Roth)

Le retour des Français en Alsace-Lorraine s'apparenta davantage à la prise de possession militaire d'un territoire conquis qu'à des retrouvailles familiales.

Le système des quatre mo-



Alexandre Millerand.

dèles de carte d'identité pour distinguer différents groupes de la population, qui fut introduit par l'arrêté ministériel du 14 décembre 1918, a des relents de purification ethnique.

Les nouvelles lois, les contraintes de toute sorte souvent basées sur l'arbitraire, les mesquineries suscitèrent un malaise profond et durable dans la population vis-à-vis de la France, de ses politiciens et de ses méthodes. Le doute s'installa et beaucoup partirent ailleurs.

Une francisation au galop !

Le 17 octobre 1919, une nouvelle loi écarte le concept d'Alsace-Lorraine et crée à sa place les trois départements actuels. Près de 500 décrets «d'urgence» sont pris pour accélérer dans tous les domaines la francisation des populations. Ainsi, 70% du corps enseignant fut expulsé et remplacé par des fonctionnaires français qui touchèrent toutes sortes de primes, comme s'ils étaient de service dans une lointaine colonie française. Ils ne connaissaient ni le parler francique ni le dialecte alsacien et se moquaient de ces idiomes, mais aussi des coutumes ou des croyances de leurs élèves.

Dans le Pays de Bitche, la «Schulaffäre de Schweyen», si bien racontée par mon ami, le regretté Gérard Henner, fit grand bruit. Elle est, en quelque sorte exemplaire et démontre combien la réalité française était à des années-lumière des promesses.

Toutes ces méthodes heurtèrent profondément l'âme des anciens Alsaciens-Lor-



Le maréchal Pétain reçu à Bitche 18.03.1919.

rains et encouragèrent les autonomistes. L'évêque de Metz, Mgr Benzler, fut expulsé le 27 août 1919, bien qu'il fût un homme juste et digne, mais il avait le tort d'être allemand. Celui de Strasbourg mourut fort à propos et Clémenceau choisit l'évêque de Nancy, Mgr Ruch, pour le remplacer et mettre au pas le clergé alsacien.

Le prélat ne l'entendit pas ainsi et se mit à apprendre l'allemand et même l'alsacien, ce qui le rapprocha beaucoup de son troupeau, même si son parler, souvent cocasse en fit rire plus d'un. «Sa langue fourcha dans un couvent de religieuses, quand il voulut parler de Christliche Jungfrauen. Celles-ci devinrent des Kitzliche Jungfrauen, ce qui est assurément bien différent. Même l'innocent coq de basse-cour, «der Hahn» se mua un jour en un terrible «Hühnerbock», un bouc à poules.» (Pierre Zindt).

Bientôt, d'un peu partout, monta la rumeur que les Alsaciens-Lorrains étaient les mal-aimés de la République. Des réunions contestataires se multiplièrent dans les années 1920 et 1930 en Alsace et en Lorraine, qui drainèrent des foules importantes, mobilisées par la défense de leur foi traditionnelle et de



Mgr Charles Ruch.

leur langue, contre l'anticléricalisme et l'éducation laïque que voulait imposer la France. Cette francisation à outrance par la force et le mépris donna naissance, surtout dans les campagnes, à un réel sentiment anti-français. Mais déjà de nouveaux nuages noirs se levèrent en Europe et plus particulièrement de l'autre côté de la frontière.

La construction de la Ligne dite Maginot et les bruits de bottes tout près de chez nous, firent craindre un nouveau sursaut de l'Histoire, un nouveau changement d'appartenance. (à suivre)

Bernard Robin



1918 - Bitche redevient française.



Réception du 153^e à Bitche - 12.08.1919.